

CRIMINELLES HORS NORMES

public contre Chouaïb Oultache

Le dénommé Hassan Hattab, ancien chef régional du GIA auquel on a imputé l'embuscade sanglante du 21 août 1993, aurait réfuté les accusations portées contre lui. On dit que ce redoutable ancien terroriste aurait bénéficié des dispositions relatives à la réconciliation nationale, et serait depuis lors assigné à résidence.

9- Le 28 septembre 1995, alors qu'il se rendait à une réunion des anciens de la

12- La dernière affaire hors normes recensée est l'assassinat du colonel Ali Tounsi, directeur général de la Sûreté nationale. Le crime a été perpétré dans la matinée du 25 février 2010, au cœur de la DGSN, dans le bureau même de la victime. Cette affaire criminelle a très vite pris la dimension d'un troublant drame humain puis d'une confuse affaire d'Etat. Un faisceau de circonstances malheureuses

La dernière affaire hors normes recensée est l'assassinat du colonel Ali Tounsi, directeur général de la Sûreté nationale. Le crime a été perpétré dans la matinée du 25 février 2010, au cœur de la DGSN, dans le bureau même de la victime. Cette affaire criminelle a très vite pris la dimension d'un troublant drame humain, puis d'une confuse affaire d'Etat. Un faisceau de circonstances malheureuses s'est en effet constitué autour de cette affaire et de ses divers protagonistes.

Fédération de France du FLN, dont il a été durant la guerre de libération un cadre dirigeant, Aboubaker Belkaïd fut tué de plusieurs coups de feu, à proximité du square Port Saïd, au centre d'Alger.

La victime a exercé entre 1984 et 1992 plusieurs fonctions ministérielles dont celle de ministre de l'Intérieur et participé en tant qu'ancien militant du PRS aux démarches entreprises auprès de Mohamed Boudiaf, pour le convaincre de rentrer en Algérie, alors au bord de la guerre civile. On ne sait quasiment rien de précis sur les circonstances de son assassinat ni sur l'identité des agresseurs.

10- Le 4 mai 1996 était assassiné à Oued Smar (Alger) Mohamed Hardi, ancien cadre du ministère de l'Industrie, ancien secrétaire général du ministère de l'Information et de la Culture, puis consultant international et enfin ministre de l'Intérieur de 1992 à 1993. Il a été agressé dans une marbrerie située dans la zone industrielle d'Oued Smar. Il s'y était rendu à titre privé pour une commande de plaques de marbre, destinées à son logement. Il y a peu d'informations sur cette agression, sinon qu'il y a eu guet-apens.

11- Le 28 janvier 1997, alors qu'il quittait le siège de l'UGTA, place du 1^{er}-Mai, vers 13h30, Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA, était agressé par un groupe de trois à quatre individus armés, qui ont tiré sur lui plusieurs coups de feu à l'aide d'une kalachnikov notamment. On dit que la victime de l'agression a eu le temps de dégainer son arme et de tirer sur un de ses agresseurs qui aurait été blessé. On dit aussi qu'Abdelhak Benhamouda avait, avant de rendre l'âme, prononcé ces mots : «On nous a trahis !» Et on ne cesse, depuis lors, de gloser sur ces quatre mots... Ce qui est certain, c'est que tous les tueurs sont parvenus, une fois leur forfait accompli, à prendre la fuite et disparaître. Il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'Abdelhak Benhamouda, syndicaliste convaincu et homme politique engagé, avait déjà fait l'objet d'une tentative d'assassinat en décembre 1992. On sait aussi qu'après la suspension des premières élections législatives plurielles de décembre 1991, il avait initié la création d'une association appelée «Conseil national pour la sauvegarde de l'Algérie», qui est devenue, après sa mort, la matrice du parti du Rassemblement national démocratique ou RND.

s'est en effet constitué autour de cette affaire et de ses divers protagonistes. Il est de notoriété publique qu'il régnait, au moment où le drame s'est noué, une ambiance délétère au sein du milieu policier, ambiance faite d'intrigues sourdes et d'inimitiés «confraternelles». Il flottait aussi de sérieux soupçons de trafic d'influence et de corruption autour de certains marchés d'acquisition de matériel informatique et électronique, conclus par la Direction générale de la Sûreté nationale avec une entreprise locale de commercialisation de matériel et appareils d'informatique.

Observations générales sur ces affaires

Ce qu'on retient à la lecture des indications ci-dessus données, c'est que chacune de ces affaires possède, par rapport aux autres, sa propre spécificité. Certaines ont connu, comme on dit, un épilogue judiciaire. Mais les décisions judiciaires rendues ont été quasi systématiquement contestées par les familles ou les proches des victimes. D'autres affaires sont devenues, au fil du temps, des «cold cases», comme disent les anglophones, c'est-à-dire littéralement «des affaires froides», ou, en termes plus clairs, des affaires classées sans suite. Ces classements sont, eux aussi, dans la plupart des cas contestés par les proches des victimes ou leurs amis.

Des affaires politiques ? Des crimes politiques ?

De plus, toutes ces affaires présentent, d'une manière ou d'une autre, un aspect politique plus ou moins prononcé. Pour les unes, le caractère politique est clairement reconnu et assumé. Des crimes ont en effet été revendiqués par leurs auteurs ou les commanditaires de ceux-ci, en tant qu'actes politiques. Dans d'autres cas, l'aspect politique est soit suggéré, soit supposé, soit simplement soupçonné. Il y a enfin des cas où l'aspect politique est nié ou dénié. D'où la nécessité, me semble-t-il, de clarifier cette notion de crime politique. Pour les juristes, il n'y a pas de crimes politiques stricto sensu, pour la raison qu'il n'y a pas en droit d'infractions politiques stricto sensu. En vérité, il n'y a pas plus de crimes politiques que de «crimes passionnels» ou de «crimes d'honneur» ou encore de «crimes crapuleux». C'est en vain qu'on cherche-

rait dans notre code pénal l'expression «crime politique». Les lois pénales ne définissent pas le crime par les mobiles qui ont inspiré son auteur. Légalement et juridiquement, il n'y a que des infractions de droit commun. Certes, il existe, dans notre code pénal, un titre qui compte plus de 190 articles (de l'art. 61 à l'art. 253 bis) intitulé «Crimes et délits contre la chose publique». Dans cette partie très importante de notre CP sont répertoriées les infractions contre la sûreté de l'Etat, la trahison, l'espionnage, les atteintes à la défense nationale, les atteintes à l'économie, les atteintes à l'intégrité du territoire, les complots, le terrorisme et la subversion, la participation à un mouvement insurrectionnel, les attroupements, les infractions électorales, les attentats à la liberté, etc. Ces infractions contre la chose publique ne sont pas pour autant des infractions à caractère politique. Ainsi en est-il incontestablement, par exemple, des infractions électorales.

En effet, bien que l'acte de voter soit par définition un acte politique, les fraudes électorales, le recours à la *chkara* pour figurer en bonne place sur la liste des bienheureux futurs élus ou la distribution généreuse de la *tchipa* aux électeurs pour acheter leurs voix ne sont pas considérés comme des infractions politiques, mais comme des crimes et délits de droit commun (cf. art. 102 et suivants du CP), et c'est sans doute beaucoup mieux ainsi du point de vue de la morale et de l'éthique.

Il en est ainsi également des actes arbitraires ou attentatoires à la liberté individuelle ou aux droits civiques des citoyens, commis par des fonctionnaires : ce sont, au regard de la loi, des crimes et délits de droit commun (cf. les articles 107 et suivants du CP). Dans *Pratique criminelle des cours et tribunaux*⁽¹⁾, qui est un ouvrage de référence, régulièrement mis

à jour et complété depuis des années par d'éminents juristes spécialistes du droit pénal et de la procédure pénale, Faustin-Hélie a très justement observé ceci : «...Les crimes de droit commun ne cessent pas d'être tels parce qu'ils s'inspirent de motifs politiques... Il importe peu que l'assassin ait obéi à la vengeance, à la cupidité ou au fanatisme politique : son action n'est pas moins un assassinat.» En termes plus simples, les motivations politiques de tel ou tel criminel, même si elles existent réellement, ne changent en rien à la nature du crime commis et ne sauraient normalement influencer sur le quantum de la peine prévue par la loi. Chez nous, c'est dans les dispositions du Code de procédure pénale rela-

tives à l'extradition, qu'il est paradoxalement fait référence à l'existence d'infractions «à caractère politique» ! Il est en effet stipulé dans l'alinéa 2 de l'article 698 du CPP : «L'extradition n'est pas accordée (par l'Algérie à un pays étranger) dans les cas ci-après : "Lorsque le crime ou délit (reproché à l'étranger dont l'extradition est demandée) a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique".» Autrement dit, s'il n'est pas permis de qualifier de politique une infraction commise en Algérie ou ailleurs par un Algérien, l'article 698 du CPP permet à nos juges, s'agissant d'un délinquant étranger dont l'extradition est requise par un pays étranger, de dire que cette infraction est politique et en conséquence de refuser d'accorder son extradition. Ce n'est pas là l'un des plus surprenants paradoxes de notre procédure pénale ! Les affaires exceptionnelles dont on parle ici ont aussi en commun d'être entourées et enveloppées d'un halo de mystère et estampillées, presque toutes, du sceau «top secret». Or, la pratique démontre depuis longtemps, chez nous comme partout ailleurs, que l'opacité et le secret qui entourent les dossiers de justice en général et ce type d'affaires en particulier sont plus nocifs et dangereux que la transparence et la communication. Il est fréquent que les affaires jugées «top secret/confidentiel» constituent de véritables bouillons de culture dans lesquels se nourrissent les plus folles rumeurs et les médisances les plus outrancières. C'est aussi dans ce genre d'affaires que se produisent des fuites.

C'est en outre à l'occasion de ces affaires que sont lancées des tentatives de créer «des affaires dans l'affaire», à des fins de diversion, pour brouiller les pistes, camoufler la vérité et garantir l'impunité

Les affaires exceptionnelles dont on parle ici ont aussi en commun d'être entourées et enveloppées d'un halo de mystère et estampillées, presque toutes, du sceau «top secret». Or, la pratique démontre depuis longtemps, chez nous comme partout ailleurs, que l'opacité et le secret qui entourent les dossiers de justice en général et ce type d'affaires en particulier sont plus nocifs et dangereux que la transparence et la communication. Il est fréquent que les affaires jugées «top secret/confidentiel» constituent de véritables bouillons de culture dans lesquels se nourrissent les plus folles rumeurs et les médisances les plus outrancières.

aux criminels et à leurs éventuels commanditaires. Remarquons enfin que chacun des douze dossiers, inventoriés ci-haut, pourrait fournir le sujet ou la matière, si on y réfléchit un tant soit peu à l'élaboration de captivants romans policiers. Les producteurs, réalisateurs et scénaristes y trouveraient eux aussi sans doute les thèmes, intrigues et personnages qu'il faut pour réaliser de bons films de long métrage. Mais pour cela, il faudra commencer par renverser pas mal de tabous et vaincre les obstacles et blocages dans lesquels excelle la bureaucratie culturelle.

Z. S.
(À suivre)
(1) *Traité de pratique criminelle des cours et tribunaux*, de Faustin Hélie.